

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.5/L.5
27 août 1952

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU BUREAU DU COMITÉ CENTRAL DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE.

Note du Secrétaire général : Conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire du règlement intérieur du Conseil de tutelle, et conformément aux paragraphes 9 et 10 du Rapport du Comité de l'examen des pétitions (T/L.243 et Corr.1) adopté par le Conseil de tutelle à sa 397ème séance, le 13 mars 1952, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle et au Gouvernement italien en sa qualité d'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, une communication non datée émanant du Bureau du Comité central de l'Union des populations du Cameroun, et concernant le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française.

COPIE

M O T I O N

Le bureau du Comité Central de l'U P C du Mounjo proteste contre l'arrestation de l'Africain Fotso François par l'Administration locale pour détention fusil Africain. Dans le territoire plusieurs Africains sont souvent déboutés toutefois qu'ils sollicitent l'autorisation de port d'arme Européens.

Le bureau du Comité Central surpris de l'arrestation de Fotso François attire l'attention de l'Administration du territoire sur les répercussions que l'incarcération de François entraînent dans le milieu Africain.

Signale que plusieurs Camerounais dans l'impossibilité d'obtenir l'autorisation de port d'armes et devant des nombreuses dépréciations causées par la Faune sauvage sur les récoltes, ceux-ci se voient dans l'obligation de recourir à l'arme rudement pouvant servir à la défense de leurs intérêts économiques.

Rappelle que l'effet d'emprisonner un Africain pour la seule raison qu'il a utilisé l'arme fabriqué par les Africains eux-mêmes est un geste tendant à mépriser l'artisanat qui dans certains coins du territoire pouvait présenter de très belles garanties pour la vie économique du Cameroun.

Le bureau du Comité Central constate de part et d'autre que des nombreux Africains résidant en Région du Mounjo se rendent journellement victimes de délits forestiers et sont écartés des plantations qu'ils entretiennent depuis plusieurs années.

Relève que les terres sont classées dans le Domaine privé du territoire sans consultation des ayants droits coutumiers.

Se solidarise avec les victimes et demande instance à l'autorité compétente de prendre des mesures pour applanir le régime foncier en Région Mungo et que l'activité des gardes forestiers assouplie.

Demande des dommages-intérêts à tous les planteurs dont les plantations ont été dédommées par les gardes forestiers.

Le bureau du Comité Central de l'U P C

Nkongssamba

A M P L I A T I O N

Chef Région Mungo

Haut Commissaire par affaires Politiques Yaoundé

Service des Eaux et Forêts Yaoundé

O.N.U.

Comité Directeur de l'U P C Douala

Archives

Reçu au Siège des Nations Unies le 19 août 1952.

- - - - -